



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Lorraine

Epinal, le 24 juin 2014

Unité Territoriale des Vosges

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société PAPETERIES DES CHATELLES
Commune de **RAON L'ETAPE**

--	--	--

1 PRESENTATION :

La société PAPETERIES DES CHATELLES est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1752/2003 du 30 juin 2003 modifié à exploiter une papeterie sur le territoire de la commune de RAON L'ETAPE.

Le décret n° 633-2012 du 3 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de RAON L'ETAPE, la société PAPETERIES DES CHATELLES est notamment concernée au titre des rubriques 2440 « *Fabrication de papier, carton* » et 2910 « *installation de combustion* » est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 20 % du montant total de la garantie avant le 1^{er} juillet 2014 ;
- 20 % du montant total de la garantie pendant les 4 années suivantes ou 10 % pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées auprès de la caisse des dépôts et consignment.

L'exploitant doit transmettre au Préfet pour le 1^{er} juillet 2014, un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article 3 de ce même arrêté, la proposition de montant des garanties financières est à adresser au Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard pour la société PAPETERIES DES CHATELLES.

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant par courrier du 22 janvier 2014 complétée le 26 mai 2014 et le 19 juin 2014.

2 ANALYSE DE L'INSPECTION :

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- Sc : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- Me : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- α : indice d'actualisation des coûts.
- Mi : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- Mc : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- Ms : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- Mg : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de la société PAPETERIES DES CHATELLES, l'exploitant arrive aux montants suivants :

- Me = 10 711 €
- Mi = 0 €, il n'y a pas de cuve enterrée sur le site.
- Mc = 176 € le site est entièrement clôturé, le montant tient compte uniquement de la pose des panneaux d'interdiction d'accès à raison d'un panneau tous les 20 m et aux 2 accès.
- Ms = 38 200 € pour la mise en place de 3 piézomètres et la réalisation d'une étude hydrogéologique et historique du site.
- Mg = 13 587 €, montant défini par devis du 31 mars 2014 auprès la société GARENTEL télésurveillance. Le montant du devis a été défini selon une surveillance de 3 rondes par jour pendant 6 mois

Liste des déchets entrant dans le calcul de Me :

Nature des déchets	Quantité maximale présente sur le site
<i>Produits dangereux</i>	<p><i>Agent de traitement de l'eau (FENNOFLOC 29) : 25 000 l</i></p> <p><i>Enzymes LYSASE 2000 : 1 250 l</i></p> <p><i>Additif SULFATE de ZINC : 2 000 l</i></p> <p><i>Traitement STEP Acide Phosphorique : 1 000 l</i></p> <p><i>Colorant LEVACELL BLEU GTB : 120 l</i></p> <p><i>Colorant LEVACELL BLEU KS-6GLL : 3 000 l</i></p> <p><i>Eau de javel : 1 000 l</i></p> <p><i>SPECTRUM RX 9098 : 1 000 l</i></p> <p><i>SPECTRUM RX 3899 : 1 000 l</i></p> <p><i>La quantité maximale de produits dangereux présents sur le site est de 35 370 Litres.</i></p>
<i>Déchets dangereux</i>	<p><i>Emballages vides souillés : 3,3 t</i></p> <p><i>Aérosols : 40 kg</i></p> <p><i>Huiles usagées : 0,9 t</i></p> <p><i>Batteries usagées : 0,85 t</i></p> <p><i>Produits de laboratoire standards : 40 kg</i></p> <p><i>Equipements informatiques : 240 kg</i></p> <p><i>Matériels souillés standard : 1 t</i></p> <p><i>Verreries souillées standard : 40 kg</i></p> <p><i>Tubes fluorescents et lampes :</i></p> <p><i>La quantité maximale de déchets dangereux présents sur le site est de 6,41 tonnes.</i></p>
<i>Déchets non dangereux</i>	<p><i>Boues de STEP : 42 t</i></p> <p><i>Boues blanches et couleurs : 16 t</i></p> <p><i>Déchets industriels banals : 5 t</i></p>

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- Index : indice TP01 de février 2014 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 700,3 ;
- Index₀ : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7 ;
- TVA_R : taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières soit 20% depuis janvier 2014 ;
- TVA₀ : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6 %.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à **71 913 euros**.

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site.

Ce montant est inférieur au montant libératoire fixé à l'article R 516-1 du Code de l'Environnement, la société PAPETERIES DES CHATELLES n'est donc pas tenue de constituer ces garanties financières. Il reste toutefois soumis aux dispositions prévus aux articles L.516-1 et suivants et R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

3 CONCLUSION ET PROPOSITIONS :

Sur la base des précédentes conclusions et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Vosges de prendre un arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières établi par l'exploitant, ainsi que les quantités maximales de déchets pouvant être stockées sur le site.

Un projet d'arrêté préfectoral est proposé en ce sens en annexe du présent rapport.

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
imposant la constitution de garanties financières en application
de l'alinéa 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement

Société PAPETERIES DES CHATELLES
sise sur la commune de RAON L'ETAPE

Le préfet des vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles R. 516-1 à R. 516-6 ;
- Vu la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment l'arrêté préfectoral n° 1752/2003 du 30 juin 2003 modifié autorisant la société PAPETERIES DES CHATELLES à exploiter les installations sises sur le territoire de la commune de RAON L'ETAPE ;
- Vu la proposition de calcul des garanties financières transmise par l'exploitant par courrier du 24 janvier 2014 modifiée le 26 mai 2014 et le 19 juin 2014 ;
- Vu l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 24 juin 2014 ;
- Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 22 juillet 2014 ;
- Considérant que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 2440 et 2910 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;
- Considérant que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties inférieur à 75 000 euros ;
- Considérant en conséquence que l'exploitant n'est pas tenu de constituer des garanties financières, conformément aux dispositions libératoires de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1 : Champ d'application

La société PAPETERIES DES CHATELLES, dont le siège social est situé Route de St Dié à RAON L'ETAPE (88110), est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de RAON L'ETAPE.

Article 2 : Garanties financières

Article 2.1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Article 2.2 : Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières est fixé à 71 913 euros TTC, défini sur la base de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif au calcul des garanties financières.

Ce montant est fixé en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

$$\begin{aligned} [\text{fev-2014}] \quad \text{TP01} &= 700,3 \\ \text{TVA} &= 20,0 \% \end{aligned}$$

Article 2.3 : Etablissement des garanties financières

Conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas d'obligation de constituer ces garanties financières.

Article 2.4 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières défini à l'article 2.2 du présent arrêté et doit être portée à la connaissance de monsieur le préfet des vosges avant sa réalisation.

Article 3 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 4 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Nature des déchets	Quantité maximale présente sur le site
<i>Produits dangereux</i>	<i>Agent de traitement de l'eau (FENNOFLOC 29) : 25 000 l</i> <i>Enzymes LYSASE 2000 : 1 250 l</i> <i>Additif SULFATE de ZINC : 2 000 l</i> <i>Traitement STEP Acide Phosphorique : 1 000 l</i> <i>Colorant LEVACELL BLEU GTB : 120 l</i> <i>Colorant LEVACELL BLEU KS-6GLL : 3 000 l</i> <i>Eau de javel : 1 000 l</i> <i>SPECTRUM RX 9098 : 1 000 l</i> <i>SPECTRUM RX 3899 : 1 000 l</i> <i>La quantité maximale de produits dangereux présents sur le site est de 35 370 Litres.</i>
<i>Déchets dangereux</i>	<i>Emballages vides souillés : 3,3 t</i> <i>Aérosols : 40 kg</i> <i>Huiles usagées : 0,9 t</i> <i>Batteries usagées : 0,85 t</i> <i>Produits de laboratoire standards : 40 kg</i> <i>Equipements informatiques : 240 kg</i> <i>Matériels souillés standards : 1 t</i> <i>Verreries souillées standard : 40 kg</i> <i>Tubes fluorescents et lampes :</i> <i>La quantité maximale de déchets dangereux présents sur le site est de 6,41 tonnes.</i>
<i>Déchets non dangereux</i>	<i>Boues de STEP : 42 t</i> <i>Boues blanches et couleurs : 16 t</i> <i>Déchets industriels banals : 5 t</i>

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du code de l'environnement.

Article 6 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 : Articles d'exécution

